



**Communiqué et pétition :**  
**4 jours pour tous, dans toutes les écoles,**  
**dans toutes les communes, sur 36 semaines !**

Les décrets Peillon/Hamon sur les rythmes scolaires ont instauré des organisations de la semaine scolaire différentes en fonction des communes, de leurs finances et de leurs orientations politiques via les projets éducatifs de territoire (PEdT) : **ainsi il y a actuellement plus de 70 fonctionnements différents dans le Val d'Oise !**

Trois ans après, le bilan est accablant :

- avec la suppression de la coupure du mercredi, les élèves et les enseignants sont plus fatigués,
- les ingérences des municipalités se multiplient avec en particulier l'utilisation des salles de classes pour le périscolaire,
- la confusion entre le scolaire et le périscolaire est devenue la règle,
- la multiplicité des horaires annualise le temps de travail des remplaçants et des compléments de temps partiels.

Quotidiennement, notre statut d'enseignant fonctionnaire de l'État est mis en cause, nos conditions de travail se dégradent.

**Le projet de décret Blanquer prévoit la possibilité pour les communes de revenir à la semaine de 4 jours avec 6h de classe par jour, mais aussi ... celle de réduire les congés scolaires des élèves et des enseignants en optant pour des semaines de moins de 24h !**

**Dans le Val d'Oise, dans l'attente de la publication du décret, une trentaine de maires du département ont d'ores et déjà signifié par écrit au DASEN qu'ils souhaitent un retour à une organisation scolaire hebdomadaire sur 4 jours.**

Dans cette situation, **le SNUDI-FO demande l'arrêt de la réforme de la réforme** des rythmes scolaires, ce qui implique la fin des horaires et des congés à la carte et le retour de ce qui prévalait avant les décrets Peillon et Hamon, **c'est-à-dire le même rythme partout dans le pays : 4 jours pour tous, dans toutes les écoles, toutes les communes, sur 36 semaines.**

**Le SNUDI-FO 95 soutiendra toutes les initiatives permettant aux enseignants de faire valoir ces revendications auprès du ministère et des autorités de l'Éducation nationale mais aussi auprès des municipalités.**

Le SNUDI-FO 95 invite tous les collègues à signer massivement la pétition en ligne ou celle jointe à ce communiqué.

*Le 7 juin 2017.*

